« La Discipline ». Jeunes délinquantes enfermées, violence institutionnelle et réaction disciplinaire : une dynamique (Belgique, 1920-1970)

Veerle Massin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/1463>

DOI : 10.4000/chs.1463

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 31-56

ISBN : 978-2-600-01935-4

ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Veerle Massin, « « La Discipline ». Jeunes délinquantes enfermées, violence institutionnelle et réaction disciplinaire : une dynamique (Belgique, 1920-1970) », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 18, n°1 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2017, consulté le 19 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1463> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1463>

The Herman Diederiks Prize Essay for 2013

Lauréate du prix Herman Diederiks 2013

« La Discipline ». Jeunes délinquantes enfermées,
violence institutionnelle et réaction disciplinaire :
une dynamique (Belgique, 1920-1970)¹

Veerle Massin²

This article examines the development between 1920 and 1970 of the bureaucratic practice in Belgium of detaining delinquent girls, who are considered to be particularly difficult, in special institutions. As these girls create disciplinary problems in mainstream reform schools, they are relegated to separate establishments. The study analyses the introduction and development of measures to maintain discipline when confronted with acts of insubordination through the dossiers of individual girls and institutional records. By uncovering the dynamic between acts of insubordination and the institutional disciplinary response, this research reveals the complexity of “human management” in a closed institutional environment.

Cet article examine la mise en place des pratiques d'enfermement à l'égard des filles délinquantes dites particulièrement difficiles en Belgique, entre les années 1920 et 1970. Posant des problèmes disciplinaires dans les établissements d'enfermement classiques, ces filles sont reléguées dans un établissement spécifique. La mise en place et l'évolution des méthodes disciplinaires sont étudiées au regard des actes d'indiscipline commis par les filles et repérables à travers les dossiers individuels et à travers les archives administratives. La dynamique entre indiscipline et réaction disciplinaire se précise alors et révèle toutes les complexités de la « gestion humaine » en milieu clos.

En mars 1957, quatre mineures placées à l'institution pour filles délinquantes difficiles de Bruges font chambard au réfectoire. Elles refusent de monter dans leur chambre. Les événements s'enchaînent. L'une d'entre elles envoie une chaise à la tête d'une autre. Ensemble, elles jettent les nappes, renversent les tables et cassent les carreaux des fenêtres. Une fille se blesse, perd du sang mais refuse de se faire soigner. Une deuxième met la tête dans le poêle et tente d'inspirer du gaz. Une troisième ingurgite un flacon de Sidol (nettoyant pour cuivres et métaux).

¹ L'article a été rédigé dans le cadre du Pôle d'Attraction Interuniversitaire « Justice et Populations » financé par la Politique scientifique fédérale belge.

² Veerle Massin est historienne, chargée de recherche du FRS-FNRS à l'Université catholique de Louvain. Elle est membre du Centre d'histoire du droit et de la justice. Elle a réalisé une thèse intitulée « Protéger ou exclure ? L'enfermement des filles perdues de la Protection de l'enfance à Bruges (Belgique, 1922-1965) » (2011) qui a obtenu une mention spéciale du jury au Prix Gabriel Tarde 2013. Elle travaille actuellement sur le placement d'office des femmes en institution psychiatrique, en Belgique, entre les années 1910 et 1970.

Elles saisissent les pots de fleurs qui garnissent les fenêtres et les lancent sur les membres du personnel qui tentent d'intervenir. Trois des jeunes filles s'allongent sur une table et simulent un acte sexuel. Le psychiatre reçoit une chaise dans le visage, d'autres employés sont blessés. Armées de couteaux, les filles parviennent à s'isoler dans une salle de classe qu'elles détruisent entièrement : pupitres, métier à tisser et machines à coudre compris. La gendarmerie est appelée. Les filles sont placées en cellule mais continuent à se révolter au cours de la nuit. Leurs cris résonnent dans l'institution. Le lendemain, les quatre mineures sont conduites en prison. Une plainte est déposée par l'établissement : trois de ces quatre filles, âgées de plus de seize ans, sont condamnées à six ou sept mois de prison, la quatrième à un mois avec sursis³.

C'est là le récit de la dernière rébellion qui secoue les murs de l'établissement de Bruges en 1957. Cette institution dite « disciplinaire » existe alors officiellement depuis trente ans. Elle accueille les filles les plus difficiles du réseau institutionnel belge pour jeunes délinquants. Les institutions belges de protection de l'enfance ont pour premier but la *rééducation* des jeunes, quelles que soient les raisons qui aient mené au placement. La loi sur la Protection de l'enfance de 1912 intervient aussi bien auprès des enfants en danger que des enfants dangereux : le placement en institution doit les protéger mais aussi les rééduquer⁴. Pour les filles, cela implique une moralisation, un apprentissage des travaux ménagers et une formation scolaire de base, comme préparation à la réinsertion. Le réseau institutionnel est majoritairement composé d'institutions privées, spécialisées ou non, dont l'origine est le plus souvent religieuse. Il y a aussi quelques institutions publiques, héritières des premières prisons pour enfants et qui dépendent toujours du ministère de la Justice. C'est au sein de ce réseau public que l'on trouve deux institutions disciplinaires pour les mineurs qui sont difficiles lors d'un précédent placement : Mol pour les garçons et Bruges pour les filles⁵.

C'est à cette petite institution disciplinaire de Bruges, et à son fonctionnement interne, que cet article s'intéresse. La question de la violence institutionnelle est traitée ici, non pas au sens large, mais dans ses rapports avec la réglementation en place au sein de l'institution. « La violence des règles ressort de la nécessité. Elles ne sont pas pour autant légitimes »⁶. Toutes les institutions d'enfermement de type carcéral fonctionnent grâce à une série de règles qui permettent de contenir leur population et qui ont pour objectif de limiter les évasions, les révoltes, la remise en cause du système. Ces règles sont nécessaires mais elles sont aussi sources de violence institutionnelle, alors même que leur objectif est d'empêcher la violence institutionnelle. Nous souhaitons mieux comprendre quelle est l'articulation entre l'élaboration des règles internes à un établissement fermé, leur mise en œuvre et les réactions des personnes « détenues », dans ce cas les jeunes délinquantes d'un établissement disciplinaire. La violence trouve d'elle-même sa place dans cette articulation.

Quelle est la dynamique existant entre le comportement indiscipliné et le régime disciplinaire ? Il est nécessaire de dépasser la notion d'institution dite « totale »⁷ pour comprendre l'institution comme « un fait social impliquant à la fois un espace

³ AEB, RK/ROGB, n°896, 2050 : Yvette C. et n°891, 2013 : Micheline T.

⁴ Dupont-Bouchat, Pierre (2001) ; Christiaens (1999b).

⁵ Dupont-Bouchat (1996).

⁶ Chauvenet (2006, p. 381).

⁷ Goffman (1961).

structuré par des règles *et* un ensemble de pratiques qui en définissent la teneur⁸». L'historien ne peut pas, comme le sociologue, observer et interroger directement les personnes impliquées dans le fait social qu'il cherche à mieux comprendre. Le matériel manque et la méthode diverge inévitablement. Les dossiers d'archives doivent être analysés finement pour retrouver les pratiques, telles qu'elles ont pu être. « Il faut aller au-delà de la description interactionniste, encore trop fonctionnaliste, en termes d'ajustement primaire et secondaire pour examiner le jeu de transformation des règles dans un milieu qui n'a pas la maîtrise de ses objectifs, de ses missions, où les normes juridiques sont entièrement hétérogènes et ne peuvent jouer un rôle de régulateur des échanges sociaux⁹ ». Dans une institution de rééducation réservée aux mineurs difficiles, voire intraitables, où le modèle carcéral se mêle aux modèles conventuel, asilaire et scolaire, qu'est-ce que la gestion disciplinaire peut nous dire de la mission institutionnelle ?

Plutôt que de considérer l'indiscipline comme s'insérant dans un cadre fait de règles prédéterminées, nous allons adopter le point de vue inverse en considérant l'indiscipline comme étant la source d'une certaine réglementation disciplinaire et/ou de certains fonctionnements disciplinaires. Nous allons donc d'abord nous arrêter sur les faits d'indiscipline qui ont traversé la vie institutionnelle, pour les mettre ensuite en relation avec leurs réactions disciplinaires. Ce n'est pas tant la norme qui nous intéresse mais plutôt la manière dont elle s'articule avec les faits. La méthode a pour objectif de mettre au jour ce que le détenu fait à l'institution d'enfermement et à son régime. L'action disciplinaire, et la réglementation qui y est liée, est alors vue comme s'ajustant aux faits d'indiscipline, et non l'inverse. Cette perspective dynamique doit permettre de mieux comprendre comment les personnes détenues participent à l'évolution d'une institution et de sa réglementation. C'est donc bien la relation disciplinaire entre « détenu » d'une part et « institution » d'autre part qui est au cœur de cette recherche.

Celle-ci repose en partie sur l'étude des archives, remarquablement conservées, de l'institution pour filles difficiles et indisciplinées de Bruges¹⁰. Deux cent soixante-cinq dossiers individuels (soit un dossier sur dix) ont été étudiés de manière à reconstruire le parcours complet des filles, depuis leur premier contact avec la justice jusqu'au moment où elles quittent l'institution. Les politiques menées par la direction et certains membres du personnel (religieuses, psychologues et psychiatres, sages-femmes, institutrices) ont pu être mises au jour grâce aux papiers d'administration¹¹.

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance permet d'envoyer les mineurs dans des institutions d'enfermement. Mais elle ne se préoccupe pas de savoir à quel régime disciplinaire ceux-ci y sont soumis. C'est pourquoi rien ne nous permet de déterminer, *a priori* et sans un examen approfondi des pratiques, la nature du régime disciplinaire de l'institution de Bruges. Le caractère unique de l'établissement nous laisse deviner que celui-ci dispose probablement d'un régime disciplinaire propre et adapté à sa population, distinct du droit, avec ses propres règles et modes de fonctionnement. Nous allons nous arrêter sur cette particularité, tout en ouvrant le questionnement à la relation existant entre la fille difficile et l'institution où elle est enfermée.

⁸ Fecteau *et al.* (2006, p. 1).

⁹ Faugeron *et al.* (1996, p. 37).

¹⁰ Et de l'asile-clinique, qui lui est assimilé, cf. *infra*.

¹¹ L'étude complète a donné lieu à une thèse de doctorat, cf. Massin (2011b).

Par ailleurs, l'étude permet d'avoir un angle d'approche intéressant sur le comportement des filles (et des femmes) en institution d'enfermement. Dans le système belge, les filles sont rarement qualifiées de « violentes » au départ de leur parcours d'enfant de justice¹². Le deviennent-elles en institution ? Et si oui, pourquoi ? L'historiographie est particulièrement silencieuse sur cette question et un retour aux sources s'impose donc.

1. LES FILLES ENFERMÉES DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE : DE L'IMMORALE PRÉCARISÉE À L'INDISCIPLINÉE

Sur quelle population enfermée travaillons-nous ? Plusieurs études qui se sont attardées sur l'application de la loi sur la Protection de l'enfance ont démontré que celle-ci avait été un *outil d'intervention* : elle est notamment mobilisée pour intervenir auprès des filles qui prennent une trop grande autonomie sociale, financière, morale et sexuelle. La loi est un moyen d'atteindre les familles ouvrières et socialement en difficulté, qui en sont la cible privilégiée. Les filles sexuellement actives, « immorales », débauchées et issues de cette catégorie sociale sont fortement stigmatisées¹³. Ce constat rejoint celui d'autres études menées au niveau international¹⁴. Si les filles sont beaucoup moins nombreuses que les garçons à faire l'objet d'un dossier auprès des juges des enfants en Belgique, elles sont proportionnellement deux fois plus à être placées en institution (surtout privées)¹⁵. Les filles envoyées à l'institution disciplinaire de Bruges sont, dans leur très grande majorité, transférées depuis un autre établissement. La décision de placement à Bruges est donc plutôt liée au comportement institutionnel qu'au parcours dans la société libre – mais il y a des exceptions. L'étude des dossiers personnels sur toute la période montre que les filles de Bruges, pour la plupart âgées de plus de seize ans, ont déjà un passif institutionnel derrière elles, mais pas nécessairement très « lourd ». Les filles envoyées à Bruges viennent dans un premier temps surtout du réseau public¹⁶. Cette tendance se renverse au fil du temps : à partir des années 1950, ce sont les établissements privés qui envoient une majorité de filles à Bruges. L'établissement disciplinaire est donc devenu une « soupe » pour l'ensemble du réseau institutionnel pour filles et plus seulement pour le réseau officiel.

L'examen attentif des parcours des filles placées à « La Discipline¹⁷ » montre que l'institution est mobilisée pour celles qui ne cadrent pas avec le réseau d'enfermement classique. Sur toute la période, les tentatives d'évasion depuis d'autres institutions ou le refus de répondre positivement au régime d'une autre institution sont les principales raisons qui mènent jusqu'à Bruges. Au fil du temps, les parcours sont de plus en plus marqués par l'échec. Les caractéristiques données aux filles par les diverses autorités (institutionnelles, sociales, médicales) qui se penchent sur leur cas sont « l'immoralité caractérisée », l'insubordination, la tendance à l'évasion

¹² De Koster (2003), pp. 253-259.

¹³ De Koster (2003) ; Dumortier (2006) ; François (2011).

¹⁴ Cox (2003) ; Myers (2006) ; Niget (2009).

¹⁵ Dumortier (2006) ; François (2011).

¹⁶ Établissement d'Éducation et d'Observation de l'État à Saint-Servais (Namur).

¹⁷ Nom officieux donné à l'institution par l'administration.

et la révolte. Après 1945, les profils se modifient légèrement. Les « intraitables » remplacent souvent les « immorales ». Des faits de violence sont plus souvent cités. Les profils restent toutefois variés. La vie professionnelle des mineurs, leur vie affective et sentimentale, la qualité de la relation qu'elles entretiennent avec leur famille, une éventuelle maternité, un passif de maladie vénérienne,... sont des dimensions qui influent sur le placement et le parcours. À partir des années 1950, Bruges est une institution où se retrouvent les cas extrêmes du réseau institutionnel : filles violentes, filles fragiles à tendance dépressive, filles-mères qui refusent de prendre leurs responsabilités.

2. LE JEUNE DIFFICILE AU SEIN DES POLITIQUES BELGES DE PROTECTION DE L'ENFANCE

À la fin du XIX^e siècle, les institutions pour jeunes délinquants officialisent les quartiers disciplinaires. Cette politique d'« exclusion des irrécupérables » est complémentaire aux pratiques de rééducation et de protection qui se développent au même moment dans les mêmes établissements¹⁸. La mise à l'écart des mineurs difficiles s'inscrit dans un projet rééducatif : elle permet la bonne rééducation des autres jeunes, ceux pour lesquels l'on a encore de l'espoir.

Le quartier disciplinaire est le symbole de l'introduction et de l'implémentation d'un regard *pédagogique* porté sur la *punition* des mineurs *coupables*¹⁹.

Les quartiers disciplinaires pour mineurs montrent les limites du projet rééducatif : leur seule existence laisse entendre que la rééducation ne serait pas possible pour tous. Ces principes d'enfermement des mineurs difficiles s'intègrent à une politique criminelle plus large, dite de « Défense sociale », qui prévoit qu'une action sociale (protection, soin, éducation) soit envisagée pour l'individu dangereux. Toutefois, elle n'exclut pas non plus que certaines personnes soient considérées comme irrémédiablement corrompues : pour elles, la ségrégation est envisageable²⁰.

Au XX^e siècle, ce « problème des irrécupérables » ne disparaît pas. Les politiques de Défense sociale subsistent, tout en changeant de forme. Même si elles tendent à retrouver une tradition humaniste après 1945, elles n'excluent jamais la possibilité que certains individus ne puissent pas bénéficier d'une réinsertion sociale²¹. L'évolution des quartiers disciplinaires pour jeunes délinquants en est un très bon exemple.

3. LE QUARTIER DISCIPLINAIRE : UN MODÈLE QUI SE CONFIRME AU FIL DES DÉCENNIES

Les quartiers disciplinaires voient le jour en Belgique dès le moment où les premières prisons pour enfants se transforment en institutions correctionnelles

¹⁸ Fecteau (1998, p. 131).

¹⁹ Christiaens (1999a, p. 196). Citation traduite du néerlandais. Italique : c'est nous qui soulignons.

²⁰ Tulkens (1988).

²¹ Anel (1980).

et de réforme²². L'envoi au quartier de discipline est en réalité la punition la plus grave du règlement des établissements pour jeunes délinquants²³. Il ne s'agit donc pas d'une décision liée aux faits commis avant placement, mais bien au résultat du comportement des mineurs déjà placés. Au cours des années 1920, les politiques tentent de donner aux institutions disciplinaires pour jeunes délinquants l'image d'établissements de «rééducation».

La question des jeunes indisciplinés ou difficiles est toujours bien présente dans les discours des praticiens entre 1930 et 1960, mais elle n'est jamais au *centre* des préoccupations. Dans les années 1930 et 1940, les spécialistes s'interrogent sur l'origine du caractère difficile. Celui-ci serait aussi bien le résultat de déficiences *physiques* (problèmes hormonaux, neurologiques, psychiatriques) que d'une arriération *mentale* ou d'une déviation *morale*, d'origine héréditaire ou éducative. Une interprétation qui a parfaitement sa place dans le discours étiologique relatif à la délinquance²⁴. L'examen attentif des textes émis par les directions d'établissements démontre pourtant que les jeunes qui sont placés en quartier disciplinaire sont toujours vus comme «inéducables»²⁵. Une action rééducative spécialisée n'est d'ailleurs pas mise en place. La gestion des difficiles se pense surtout à travers leur exclusion et leur soumission par le biais de conditions d'enfermement sévères. À côté des quartiers disciplinaires officiels, il s'avère que la majorité des établissements pour enfants de justice possède une section réservée aux élèves les plus réfractaires. Des pratiques disciplinaires «spéciales» pourraient y être d'application.

Le modèle disciplinaire se confirme dans les années 1950 même s'il change de forme par une redéfinition des établissements et des politiques qui y sont mises en place. En 1958, l'administration impose aux institutions de revoir les principes de *sanctions* : celles-ci doivent désormais être appelées *traitements*. Les techniques médicamenteuses doivent être préférées aux anciennes techniques contraignantes. Pour l'administration belge, la psychiatrie biologique est plus efficace que l'action rééducative – dans le cas des jeunes indisciplinés du moins. Le psychiatre est intronisé comme nouveau «pilier» de l'établissement d'enfermement puisqu'il devient le supérieur hiérarchique des éducateurs, des instituteurs et des médecins. Les établissements d'État non disciplinaires sont invités à mettre en place des «sections de détente». Les «éléments difficiles» sont ainsi écartés du reste du groupe et des activités pédagogiques pour être «soignés» par traitement chimique²⁶. Le discours officiel insiste sur le fait que l'envoi dans une telle section ne doit pas être compris comme une punition. Pourtant, ces sections de détente s'assimilent bel et bien à de nouveaux quartiers disciplinaires.

Cette section offre la possibilité de retirer les éléments perturbateurs des pavillons, non en guise de sanction, mais de détente, ce qui élimine la révolte et la résistance,

²² Dupont-Bouchat (1996).

²³ *Recueil des circulaires, instructions et autres actes émanés du ministère de la Justice*, (1920, p. 347).

²⁴ Entre autres : Burt (1925) ; Glueck, Glueck (1930) ; Vervaeck (1935) ; Racine (1935, 1936) ; Dellaert (1947) ; Le Moal (1954) ; Pinatel, Blanc, Bertrand (1955).

²⁵ Michel (1947) ; Van Zeir (1947).

²⁶ AEB, RK/ROGB, n°72, PV d'une réunion des psychiatres organisée par l'administration, 21 novembre 1958.

sauvegarde l'équilibre de la vie pavillonnaire et y permet sans amertume, le retour de l'élève qui l'a provisoirement quittée²⁷.

Le recours au psychiatre et à ses traitements permet de re-légitimer un système qui existe en réalité depuis bien longtemps, même s'il fonctionne désormais avec d'autres outils. Les établissements de Mol et de Bruges sont toujours destinés à accueillir les mineurs les plus difficiles « dont la présence perturberait la rééducation des autres²⁸ ».

Dans le courant des années 1960, certaines voix s'élèvent pour dénoncer cet état de fait. L'on commence à envisager que l'institution d'enfermement elle-même puisse être à l'origine des comportements difficiles²⁹.

4. L'ÉTABLISSEMENT DE BRUGES : SA CRÉATION

Entre 1922 et 1927, les bâtiments n'accueillent que des mineures de justice atteintes de maladies vénériennes : c'est l'Asile-Clinique de Bruges. Ces filles sont placées dans un ancien refuge pour vagabonds qui correspond très peu au « modèle pavillonnaire » dont l'administration et certains professionnels font alors l'apologie. Petit à petit, des espaces communs et des chambrettes individuelles y sont installés. Tous les anciens cachots ne sont cependant pas supprimés. Très vite, les pratiques montrent que le réseau utilise l'asile-clinique pour se défaire des filles qui sont à la fois difficiles et vénériennes (les vénériennes étant trop nombreuses pour être toutes envoyées à Bruges). Le directeur se plaint de cette situation dès 1925 : pour lui, l'asile-clinique est devenu le « dépôt » du réseau institutionnel belge. Jean Van de Vliedt demande au ministre de la Justice l'autorisation d'appliquer des mesures disciplinaires spéciales, provisoirement³⁰. Le ministre accepte. C'est donc dès 1925 que l'asile-clinique fonctionne avec un régime disciplinaire propre, différent de celui de tous les autres établissements d'éducation de l'État. Les mesures provisoires sont prolongées mois après mois. À la fin de l'année 1926, Jean Van de Vliedt propose au ministre de la Justice de créer au sein de son établissement une deuxième institution, réservée tout spécialement aux « indisciplinées » du réseau de placement belge. Les mesures disciplinaires provisoires y seraient la norme. L'objectif est de désengorger les autres établissements des éléments « perturbateurs »³¹. Encore une fois, le ministre accepte.

Dès le moment où il fait sa première proposition, le directeur justifie celle-ci en mettant en place un *argumentaire* : il construit le *profil* de la jeune indisciplinée. Ce profil va rester quasiment inchangé jusqu'à la fin des années 1960. Pour lui, les faits d'indiscipline sont liés à un instinct sexuel problématique, à une homosexualité assumée et plus largement, à des déficiences d'ordre psychologique ou psychiatrique. Il insiste sur le caractère *pervers* des filles en se référant au psychiatre français

²⁷ Mortier (s.d., '60, p. 95).

²⁸ *Ibid.*, p. 69.

²⁹ Goffman (1961); Lutz (1961).

³⁰ AEB, RK/ROGB, n°170, Rapport de VdV (=VdV) au ministre de la Justice (=MJ), 15 septembre 1925.

³¹ AEB, RK/ROGB, n°170, Lettre de VdV au chef de cabinet du MJ, 16 octobre 1926.

Paul-Boncour, la spécificité des pervers étant de ne pouvoir guérir : « Ce sont des cas désespérés. Leur fond difficile peut s'atténuer, jamais disparaître »³².

C'est ainsi que Jean Van de Vliedt devient le directeur de ce quartier disciplinaire et de l'asile-clinique (qui lui reste contigu). Il est installé dans l'ancien quartier cellulaire de l'ancienne prison de Bruges. Les cellules sont transformées en chambres d'isolement avec mobilier fixe et barreaux aux fenêtres.

Les trois directions qui se succèdent à la tête de l'établissement de Bruges entre 1927 et 1970 présentent l'indiscipline comme l'une des conséquences d'une sexualité débordante et mal gérée, dans une interprétation où l'accent psychiatrique se renforce peu à peu et où l'objectif rééducatif est toujours présenté comme hypothétique.

[1937] La population de l'institution de Bruges est donc majoritairement formée des éléments *indésirables*, qui séjournent dans les autres établissements spécialisés, aussi bien privés qu'officiels. Cela permet aux autres institutions de donner une bonne éducation aux éléments disponibles, normaux, et qu'ils puissent recevoir de leur nouvelle vie un regard optimiste. La *rééducation* de ces filles hystérico-érotiques est particulièrement *difficile*³³.

[1959] [il s'agit d'une] institution d'éducation pour mineures de justice *difficilement éducatibles*, qui se sont rendues *indésirables* dans une ou plusieurs autres institutions d'éducation pour cause de troubles du caractère ou de comportement [...] La réforme des méthodes pédagogiques – toujours en progression – peut difficilement s'exprimer en dehors des contraintes³⁴.

Le personnel de l'institution est majoritairement composé de religieuses jusqu'à la fin des années 1950. Ce personnel se laïcise toutefois progressivement dès le milieu des années 1920 : directeur, institutrices, quelques surveillantes laïques (non formées et non professionnalisées dans un premier temps). En 1957, les religieuses rompent leur contrat avec le ministère de la Justice et quittent l'établissement. Elles manifestent très clairement leur désaccord quant aux nouvelles directives données par l'administration (réduction des mesures d'isolement, interdiction d'empêcher les contacts des filles avec leur famille). Ces religieuses, qui étaient pour la plupart âgées et non diplômées, sont remplacées par de jeunes assistantes sociales inexpérimentées. Quelques mois après leur arrivée, la direction change à son tour et la nouvelle directrice, Marie Goetstouwers, œuvre afin d'imposer aux candidates assistantes sociales d'effectuer des stages en institution au cours de leur formation, ce qu'elle finit par obtenir³⁵.

En 1968, Marie Goetstouwers se plaint toujours de la population envoyée dans son institution. Face aux difficultés disciplinaires, les éducatrices seraient au bord de la dépression nerveuse. Elle s'interroge, suggérant que l'institution de Bruges n'est utilisée que pour « parquer » les mineures en attendant l'heure de leur majorité et éventuellement, leur prise en charge par une juridiction pour adultes : « Dans ces

³² AEB, RK/ROGB, n°170, Rapport de VdV au MJ, 09 août 1927.

³³ AEB, RK/ROGB, n°1, PV cercle d'étude, 15 octobre 1937. Citation de VdV, traduite du néerlandais.

³⁴ AEB, RK/ROGB, n°72, Réponse de la directrice Goetstouwers à un questionnaire envoyé par l'administration, 02 mars 1959. Citation traduite du néerlandais.

³⁵ Massin (2011c).

conditions, peut-on encore alors parler d'un placement en institution fermée comme d'un moyen d'éducation ? »³⁶.

5. LE RÉGIME DISCIPLINAIRE DE L'INSTITUTION DE BRUGES

En 1920, le règlement disciplinaire des institutions publiques est revu. Il ne s'appliquera jamais à l'institution disciplinaire de Bruges dans les faits puisque la fondation de « La Discipline » repose sur la nécessité d'un règlement propre, adapté à sa population. Il est toutefois nécessaire d'examiner ce règlement « généraliste » pour mieux comprendre les *habitus* de l'administration et les spécificités des pratiques de Bruges. Ce sont surtout ses conditions d'application qui sont remises à jour : les punitions doivent être inscrites dans un registre, les mesures les plus sévères sont mieux limitées dans le temps et doivent faire l'objet d'un rapport, les châtiments corporels et certaines mesures humiliantes sont proscrits. Il existe une échelle des punitions disponibles et elles doivent être appliquées en fonction de la gravité des faits commis.

- 1° La réprimande en particulier ou en public ;
- 2° La privation des récréations, des promenades et autres faveurs ;
- 3° La privation des visites et des correspondances de la famille ;
- 4° La privation des récompenses pécuniaires ;
- 5° La mise au pain sec et à l'eau ;
- 6° La chambre d'isolement ou la cellule de sûreté, avec ou sans mise au pain sec et à l'eau, pendant une durée maximum de quinze jours ;
- 7° L'envoi au quartier de discipline³⁷.

La réglementation a pour objectif d'obtenir la soumission du mineur en augmentant progressivement la valeur de la contrainte imposée, si celui-ci résiste. Le texte repose sur le régime des faveurs accordées à l'élève, en créant un lien formel entre celles-ci et le régime disciplinaire. Les contacts avec la famille, les sorties, les récompenses ne sont pas des *droits* mais bien des *privilèges*. Une relation de dépendance est donc créée entre la personne enfermée et le régime disciplinaire. La réglementation ne spécifie à aucun moment quelles sont les infractions légitimant l'usage de ces punitions. Sa mise en pratique dépend uniquement de l'interprétation qu'en fait le personnel. Cela ne permet pas aux mineurs de s'opposer à une mesure abusive. Enfin, si la punition la plus grave est l'envoi au quartier disciplinaire, la réglementation ne s'étend en aucune manière sur le régime en place dans ces quartiers. Le règlement de 1920, comme son prédécesseur de 1906, remet donc entre les mains du personnel des établissements d'enfermement pour mineurs un pouvoir *arbitraire et discrétionnaire*.

³⁶ AEB, RK/ROGB, n°633, Rapport de la directrice Goetstouwers au MJ, 01 septembre 1968. Citation traduite du néerlandais.

³⁷ *Recueil des circulaires, instructions et autres actes émanés du ministère de la Justice*, 1920, p. 347.

Le régime spécial provisoire demandé par Jean Van de Vliedt en 1925 renforce la sévérité des mesures déjà existantes. L'isolement passe de 15 à 30 jours et la mise au pain sec et à l'eau, qui ne pouvait dépasser 10 jours, est remplacée par une suppression totale de nourriture « jusqu'à soumission », soit pour une durée indéterminée³⁸. En 1927, au moment où l'établissement pour filles difficiles est créé, le directeur Van de Vliedt conçoit un nouveau règlement avec l'aval du ministre de la Justice : le régime se situe, d'après lui, entre un régime de contrainte et un régime thérapeutique.

Il s'agit d'un régime cellulaire. Les filles qui se conduisent bien peuvent toutefois bénéficier de certaines activités en commun. Ce régime cellulaire peut prendre deux formes : les filles sont maintenues dans leur chambrette individuelle ou en cellule de sûreté. En cas d'insubordination grave, le matelas ou la nourriture peuvent être supprimés. Dans un premier temps, aucune temporalité n'est liée aux punitions, celles-ci peuvent donc être appliquées pour une durée indéterminée. Les journées sont occupées au tricotage et au remaillage des chaussettes, qui constituent la « formation professionnelle » (toute relative) des filles placées à Bruges. Les filles qui se comportent bien ont droit aux récréations en plein air, aux repas en commun, au travail collectif, à la correspondance avec les parents et aux visites. Il s'agit donc là de *faveurs*. Les cris ou les chants, les inscriptions sur les murs et les jeux de mains sont spécifiquement proscrits. Enfin, la *cure thérapeutique* est réservée aux situations de crise : médicaments chimiques, douches froides, contention dans des linges humides, isolement en cellule bleue³⁹. Quelques mois après la mise en place du nouvel établissement, le directeur se félicite :

Sans préconiser ici les sanctions corporelles, que personnellement je condamne, je demande cependant qu'on agisse envers cette catégorie spéciale de sujets sans sentimentalité déplacée⁴⁰.

6. LES PRATIQUES À BRUGES : COMPORTEMENTS INDISCIPLINÉS ET RÉACTIONS DISCIPLINAIRES

Comme annoncé dans l'introduction, nous allons ici examiner les actes d'indiscipline des filles d'abord, les réactions disciplinaires qui y sont données ensuite, pour mieux comprendre la dynamique entre pratiques et réglementation et pour mettre au jour une violence institutionnelle inévitable, provoquée par la dynamique elle-même.

a) Les comportements qui provoquent une réaction disciplinaire

Il n'est pas possible pour l'historien de saisir l'entièreté des comportements dits « indisciplinés » qui sont commis au sein d'une institution d'enfermement. Ceux-ci ne laissent pas tous une trace. Un acte d'indiscipline le devient en fin de compte lorsqu'il est considéré comme tel par le personnel de l'institution. Les mauvais comportements que nous avons retenus sont ceux qui ont laissé une trace

³⁸ AEB, RK/ROGB, n°170, Rapport de VdV au MJ, 15 septembre 1925.

³⁹ AEB, RK/ROGB, n°170, Lettre de VdV au MJ, 15 février 1927.

⁴⁰ AEB, RK/ROGB, n°170, Rapport de VdV au MJ, 09 août 1927.

dans les archives mais aussi ceux qui ont donné lieu à une réaction disciplinaire. Tout acte d'indiscipline répondant à ces deux conditions a été analysé. Cela nous a permis de classer ces faits d'indiscipline en cinq catégories : les petits faits, les faits d'homosexualité, les tentatives d'évasion, les révoltes individuelles et les rébellions en groupe.

Les petits faits

Un instant d'inattention est souvent suffisant pour que, par des gestes, des mots, des frôlements, des lettres, etc., l'indiscipline soit favorisée⁴¹.

C'est ainsi que le directeur met son personnel en garde contre ces « petits faits » qui sont, selon lui, des tentatives de provocation. Conversations intimes, comportements agités, rires, sont des comportements qui peuvent donner lieu à une réaction disciplinaire, parce qu'ils irritent les membres du personnel. Les billets échangés sous la table, les pots de confiture volés à la cuisine sont découverts grâce aux fouilles des chambrettes. D'autres petits faits sont le résultat des menus événements de la vie quotidienne, de la mauvaise humeur, du découragement ou de la témérité des filles. Un certain nombre n'ont pas faim aux heures des repas, refusent de remonter dans leurs chambres, rejettent les livres qu'on leur donne à lire. D'autres sont grossières, moqueuses, agressives, elles tournent en dérision leurs compagnes ou des membres du personnel. Certaines provoquent des petites bagarres, lancent des insultes, choisissent d'apporter leur soutien à celles qui sont placées en isolement. Enfin, il y en a qui exaspèrent par leur indifférence.

Ces petits faits et la réponse disciplinaire qui y est donnée ne sont pas sans importance. Ils sont souvent à l'origine d'une escalade disciplinaire qui va donner lieu à des faits plus graves.

Les faits d'homosexualité

Les relations homosexuelles au sein de l'institution sont traquées et vigoureusement punies. La punition entre en scène quand les filles sont prises en flagrant délit, le plus souvent lorsqu'une correspondance amoureuse clandestine est découverte, plus rarement lorsque les mineures choisissent de s'afficher ou sont prises sur le fait. Il est impossible de quantifier le nombre de filles qui ont eu des relations homosexuelles à Bruges. Certains témoignages suggèrent que les faits d'homosexualité sont très répandus. Déjà signalée comme l'une des principales causes d'indiscipline par le directeur en 1925, celle-ci serait toujours très présente dans les années 1960. Une fille le confirme elle-même à une éducatrice en 1961 :

Je ne suis pas pour les amitiés, je l'ai fait une fois avec Jeanine S., mais depuis plus. Je ne suis pas pour, mais comment faire dans une institution où tout le monde le fait ?⁴²

D'après les dossiers personnels étudiés, au moins 10% des filles ont pu être punies pour cette raison. Chronologiquement, la situation est relativement stable.

⁴¹ AEB, RK/ROGB, n°170, Ordre de service de VdV, 19 décembre 1927. Citation traduite du néerlandais.

⁴² AEB, RK/ROGB, n°926, 2292 : Francisca V., Notes d'une éducatrice, 20 avril 1961.

Les courriers intimes consignés au dossier sont régulièrement découverts après une fouille des chambrettes, parfois après dénonciation. Le contenu des lettres est le plus souvent non équivoque : il ne s'agit pas d'une simple « amitié » entre deux filles, mais bien d'une relation qui prend un caractère physique ou sentimental, se rapprochant d'une relation amoureuse.

Ma Germaine adorée, Quels mots pourraient dire tout ce que mon cœur a pour toi [...] la chaleur de notre étreinte était si passionnée qu'un jour peut-être elle pourrait être faite de plus encore et bien d'autres choses. Oh Gemy, si tu savais à quoi je pense le soir [...] échanger de longs baisers chauds et des caresses à n'en plus finir [...] Bonsoir ma femme adorée, Colette qui t'aime⁴³.

Les mineures accusées de relations homosexuelles sans qu'une correspondance soit découverte sont plus rares. Les dossiers spécifient alors le plus souvent qu'elles « cherchent » des compagnes. Quelques-unes affichent leur homosexualité, notamment dans des situations de crise (mise en isolement, mise sous camisole de force), où elles crient leur soutien ou leur amour à une autre mineure : « Aimer c'est souffrir ! Aimer c'est mourir !⁴⁴ ».

Comment comprendre ces relations homosexuelles ? Comme l'expression d'une frustration – physique, affective – liée à l'enfermement dans un lieu où se côtoient presque exclusivement des femmes ? Comme une aspiration à la liberté de soi et de son corps, dans un lieu où tout est surveillé ? Ou comme l'évidence d'une homosexualité assumée qui survivrait au-delà des murs ? Chaque histoire est unique. Certains indices nous permettent de constater que ces trois propositions reflètent chacune une certaine réalité.

L'homosexualité suffit à légitimer une réaction disciplinaire. Les filles sont-elles excitées, frustrées, déprimées ? Si une « histoire d'amour » a pu être découverte, celle-ci explique, dans presque tous les cas, les dérives.

Les tentatives d'évasion

Les tentatives d'évasion doivent être distinguées des évasions. Ces dernières ne sont pas étudiées ici : elles donnent généralement lieu à une nouvelle décision judiciaire, le plus souvent une réintégration en institution (à Bruges ou ailleurs). Les tentatives d'évasion ne dépassent pas le stade du projet – ou de la ville de Bruges. Rattrapées dans les heures qui suivent leur départ, les filles sont ramenées à l'établissement. Un rapport est fait mais le juge n'a pas à prononcer une nouvelle ordonnance. Les filles font par contre l'objet d'une réaction disciplinaire, choisie par l'établissement, en fonction du profil des filles.

Nous avons pu repérer une quinzaine de tentatives d'évasion sur 265 dossiers. Il n'est pas exclu que ces chiffres aient en réalité été plus élevés. Les plans d'évasion qui sont découverts le sont suivant deux canaux : la fouille ou la dénonciation. Ils impliquent généralement plusieurs filles et sont appelés « complots d'évasion ». La plupart des plans d'évasion confisqués font état de projets difficilement réalisables, voire loufoques.

⁴³ AEB, RK/ROGB, n°819, 1498 : Colette F., Lettre à Germaine, confisquée le 05 mars 1955.

⁴⁴ AEB, RK/ROGB, n°170, Paroles tenues par les filles punies pour faits d'homosexualité et qui refusent de se soumettre. Rapport de VdV au MJ, 15 septembre 1925.

On ira tout de suite dans une église et on demandera à un prêtre pour nous confesser, on lui dira dans le confessionnal qu'on viens (*sic*) du refuge. Le prêtre sera obligé de garder le secret de confession pour nous aider, il nous donnera de l'argent et on prendra le train pour la France. Une fois la frontière passée on ira à Paris. À Paris on ira dans un bureau de placement, on trouvera un service pour travailler pendant deux ou trois mois puis on se fera entretenir et on ne devra plus travailler⁴⁵.

Les tentatives d'évasion avortées sont souvent lancées depuis le jardin de l'établissement. Voyant la porte du jardin ouverte, Aimée et deux de ses compagnes vont chercher une échelle dans la véranda et passent au-dessus du mur, d'une hauteur de trois mètres. Une fois dans la rue, elles prennent un taxi. Il semble que le chauffeur ait vite compris d'où venaient ces trois filles en uniforme puisqu'il les conduit à la gendarmerie : « Et j'espère que la prochaine fois j'aurai plus de chance. Je me suis encourue parce que j'en avais marre ! »⁴⁶.

Les révoltes individuelles

Dès 1927, le directeur Van de Vliedt réclame un concierge et « homme à tout faire », non pas pour s'occuper du portail et du bricolage mais pour l'aider à maîtriser physiquement les filles qui se révoltent⁴⁷. Les *révoltes individuelles* comprennent deux types de comportements agressifs : ceux que les mineures dirigent vers des personnes ou du matériel et ceux qu'elles dirigent contre elles-mêmes. Ces derniers sont aussi compris comme de la provocation par l'établissement. Les révoltes individuelles, au même titre que les rébellions, relèvent d'un autre processus que les trois types de comportements précédents. Elles s'inscrivent déjà dans l'action disciplinaire et n'en sont donc pas la source. Dans ce schéma, les punitions qu'entraînent les petits faits, les relations homosexuelles ou les tentatives d'évasion ne sont pas acceptées par les filles : celles-ci se révoltent.

Il n'est pas rare que des mineures qui ont commis un « petit fait » refusent d'aller dans leur chambrette. C'est là que commence la révolte : le ton monte, elles crient et se débattent physiquement, hurlent, pleurent, insultent, font du tapage. Pour parvenir à les maîtriser, les membres du personnel doivent s'y mettre à plusieurs. Certains dossiers évoquent l'existence d'une matraque. Très souvent, le médecin est amené à faire une injection calmante. Une fois en cellule, soit les filles se calment – et en sortent donc rapidement – soit elles continuent à se révolter : bris de carreaux et de chaises, tambourinements à la porte, hurlements, pleurs, chants et cris continuels, insultes. Elles jettent leur repas ou leur pot de chambre à la figure de celui qui passe la porte, tentent de frapper, parviennent parfois à s'échapper dans le couloir, où elles sont généralement arrêtées après quelques mètres. Certaines démissionnent contre la porte, en suppliant qu'on les fasse sortir ou en appelant leur mère. Les filles et le personnel ont un jargon propre pour désigner ces attitudes : « faire chambre ». Signalons que ce type de révolte est relativement courant et n'est pas réservé aux filles les plus difficiles de l'établissement. Toutes les mineures, même les plus sages, peuvent traverser une phase de découragement ou de colère qui les amène à « faire chambre ».

⁴⁵ AEB, RK/ROGB, n°839, 85 : Madeleine S., entrée à Bruges en 1934.

⁴⁶ AEB, RK/ROGB, n°885, 596 : Aimée G., Récit au directeur, 23 septembre 1955.

⁴⁷ AEB, RK/ROGB, n°29, Lettre de VdV au MJ, 13 mai 1927.

Quand la révolte s'éternise et dépasse les deux-trois jours ou se répète, elle prend un caractère exceptionnel. De même, si elle est couplée à des faits d'une violence inhabituelle – toute relative. À l'instar de Nelly, qui mord le concierge et blesse le directeur Van de Vliedt avec une épingle. De Bertha qui lance un gobelet en métal à la tête d'une sœur surveillante et menace le chef de bureau avec une paire de ciseaux⁴⁸. De Jacqueline qui casse tout dans sa chambre et blesse le directeur Van Zeir en lui enfonçant un pied de chaise dans la jambe⁴⁹.

Les révoltes individuelles que les filles dirigent contre elles-mêmes sont relativement rares mais peut-être aussi peu visibles. En 1931, Bertha fait une tentative d'auto-strangulation et avale des épingles. Elle est retrouvée ensanglantée dans sa cellule. Pour le directeur, il ne s'agit pas d'une tentative de suicide mais bien d'une pure provocation : « ce ne fut qu'un geste de cabotine... »⁵⁰. En 1936, trois filles se lancent successivement dans une grève de la faim qui conduit deux d'entre elles à être hospitalisées. La direction interprète ces événements comme de la révolte, qu'elle craint puisqu'elle est plus difficile à maîtriser que les comportements indisciplinés habituels⁵¹. Près de vingt ans plus tard, une série de mineures avalent des épingles, de la gouache, des punaises, des bouts de verre. Pour le directeur Van Zeir, il s'agit de comportements indisciplinés insupportables, dont l'objectif est de pouvoir quitter l'institution, *via* une hospitalisation. Il choisit de ne plus les faire hospitaliser – contre l'avis du médecin qui se déresponsabilise des conséquences médicales que cela pourra entraîner⁵². Ce type de révolte que les filles dirigent contre elles-mêmes n'est pas nécessairement intégré au processus disciplinaire, à l'inverse de celles qui sont dirigées contre les autres. Les dossiers concernent justement des filles habituellement calmes et peu difficiles, introverties et qui choisissent un moyen propre pour réagir à l'enfermement imposé.

Les rébellions en groupe

Les rébellions en groupe constituent toujours des événements exceptionnels. L'histoire de l'établissement de Bruges est marquée par quelques-unes d'entre elles. Mais alors que nous avons rencontré les autres types de comportements difficiles régulièrement des années 1920 aux années 1960, les rébellions se situent toutes entre 1949 et 1957⁵³. Par rébellion, nous entendons une action de révolte commune, menée par des mineures contre l'établissement et l'ensemble des membres de son personnel. Nous avons trouvé trace de sept rébellions en groupe : 1949 (1), 1954 (1), 1955 (2), 1956 (2), 1957 (1). Celles-ci impliquent des groupes de deux à neuf mineures.

La reconstruction des faits à partir des diverses sources disponibles permet de constater une progression dans l'organisation rébellionnaire et dans les réactions

⁴⁸ AEB, RK/ROGB, n°33, Lettre de VdV au MJ, 11 décembre 1936.

⁴⁹ AEB, RK/ROGB, n°875, 527 : Jacqueline V., entrée à Bruges en 1953.

⁵⁰ AEB, RK/ROGB, n°836, 56 : Bertha W., Rapport au juge des enfants de Bruxelles Wets, 01 décembre 1931.

⁵¹ AEB, RK/ROGB, n°33, Lettre de VdV au MJ, 11 décembre 1936.

⁵² AEB, RK/ROGB, n°72, Échange de courrier entre le médecin-inspecteur Schuermans et la directrice Goetstouwers, 18 septembre 1959.

⁵³ Celles-ci ont pu être repérées dans les papiers d'administration de l'institution et dans les dossiers personnels. Toutes les rébellions font l'objet de plusieurs rapports spéciaux.

qui y sont données. Les toutes premières rébellions sont le résultat de révoltes individuelles mal maîtrisées. Les filles difficiles s'entendent et s'encouragent l'une l'autre. L'isolement et la camisole à répétition paraissent exacerber leur comportement. L'agressivité devient telle qu'elle est directement dirigée contre les membres du personnel. À travers les premières rébellions, une « technique rébellionnaire » se développe. Elle reste en mémoire et est prise en exemple dans les rébellions qui suivent. Les mineures comprennent vite ce qui est le plus efficace : se barricader, isoler un membre du personnel, avoir des objets à disposition pour se défendre. Les dernières rébellions paraissent ainsi avoir été « programmées » selon un schéma bien réfléchi.

Il n'est pas possible de rendre compte ici de tous les faits s'étant produits au cours de ces sept rébellions, avec force détail. Des extraits de deux d'entre elles permettent d'illustrer le propos :

À la mi-décembre 1948, Suzanne est mise en isolement pour « trouble à l'ordre public ». Elle ne se laisse pas faire et commence à se révolter. D'autres mineures l'imitent. Les filles sont régulièrement mises sous camisole de force et reçoivent des injections de scopolamine. Suzanne est sous camisole de force huit fois sur quatre semaines. Le 1^{er} février 1949, Suzanne, Eva, Régine et Ida brisent au même moment tous les carreaux de leurs cellules et menacent verbalement les sœurs. Deux d'entre elles parviennent à s'échapper dans le couloir et blessent des sœurs-surveillantes avec des morceaux de verre. Elles sont rapidement maîtrisées. Le directeur dit lui-même qu'il a donné une « tripotée respectable ». Les filles sont à nouveau mises sous camisole de force et « camisole chimique ». Une fois que tout est rentré dans l'ordre, Eva crie à ses compagnes : « Nous sommes quand même des rosses ! Il n'y a que la camisole qui puisse nous mater ! »⁵⁴.

En juillet 1956, une mineure montre de l'agitation pendant le repas du soir. La sœur-surveillante l'enferme au réfectoire le temps de faire monter les autres dans leur chambre. Une fois sorties du réfectoire, les filles refusent de monter. Elles vont dans la cour, ouvrent la fosse à purin et menacent de jeter des seaux de purin si on les approche. Elles cassent les fenêtres avec des bouts de bois. La fille restée au réfectoire casse toutes les vitres et s'en échappe, « acclamée par ses complices ». La sœur-surveillante déclenche une alarme. Les sept filles se réfugient alors à la cave où elles se barricadent. Le directeur appelle la police. Le commissaire et les cinq agents qui débarquent à l'institution sont reçus par des insultes et des provocations. Essayant de pénétrer dans la cave, ils constatent que les filles sont armées de bûches à charbon et de « fers de fours ». La gendarmerie est appelée en renfort. La police et la gendarmerie cassent les carreaux et arrosent les filles à la lance à eau. Les fenêtres doivent être arrachées pour qu'ils puissent pénétrer dans la cave où ils sont accueillis « sous une grêle de charbon ». La plupart des mineures sont conduites de force par les autorités dans une cellule d'isolement où elles commencent « une nuit de tous les diables ». D'après le directeur, la camisole de force a été indispensable pour empêcher les bris de mobilier⁵⁵.

Une culture de la rébellion s'est fait jour dans l'établissement, culture à laquelle les filles se réfèrent. Peu à peu, le dispositif de sécurité se développe : lignes

⁵⁴ AEB, RK/ROGB, n°25, Rapport du directeur Van Zeir au MJ, 30 mai 1949.

⁵⁵ AEB, RK/ROGB, n°889, 619 : Renelde J., Rapport de Van Zeir au MJ et lettre de la mineure au directeur, 31 juillet 1956, 02 août 1956.

téléphoniques internes, système d'alarme, appel à la police puis directement à la gendarmerie. Les sanctions qui suivent vont croissant : isolement de quelques jours et médication de quelques heures, puis médication de plusieurs semaines, enfin transfert dans une institution pénitentiaire, assorti d'une plainte qui renvoie les filles vers le tribunal correctionnel.

Comment l'établissement de Bruges en est-il arrivé là ? L'examen des faits d'indiscipline qui sont à la base des révoltes individuelles, elles-mêmes à l'origine des premières rébellions, révèle pourtant que les « comportements difficiles » ne sont pas bien « méchants ». L'escalade qui est mise à jour dans une quantité de dossiers concernés par les révoltes individuelles ou les rébellions nous permet de penser que l'origine du problème se situe probablement dans les premières réactions données aux petits faits, tentatives d'évasion ou autres relations homosexuelles. Afin de mieux comprendre l'escalade des comportements indisciplinés, il faut donc désormais s'arrêter sur la réponse disciplinaire qui y est donnée.

b) La réaction disciplinaire

La réprimande et la privation des faveurs

La réprimande ne laisse pas de trace dans les dossiers, si ce n'est lorsqu'elle est à l'origine d'une procédure d'incident. Nous ne doutons pas que l'établissement avait volontiers recours à la réprimande lorsqu'une fille ne répondait pas aux attentes.

La privation des faveurs est un moyen de pression régulièrement utilisé, dans la mesure du possible puisque les « faveurs » sont limitées. Suppression de la promenade pour les rares mineures qui peuvent espérer sortir, suppression des excursions à partir du moment où celles-ci sont organisées dans les années 1950, suppression des loisirs quand ils deviennent réguliers. L'institution utilise un système de jetons jusque dans les années 1950, remplacé alors par un système de récompenses pécuniaires. Ces deux systèmes permettent aux filles de gagner un peu d'argent si elles se comportent bien ; elles en perdent dans le cas contraire.

Ces manières de faire tiennent surtout lieu d'avertissement. Elles peuvent être considérées comme l'une des bases du régime éducatif et disciplinaire en place.

La privation des visites et de la correspondance avec la famille

À Bruges, tout comme l'exigent les règlements officiels, les visites se font le premier dimanche du mois, pendant deux heures en matinée, au parloir. Il arrive que certains parents soient autorisés à visiter leur fille à un autre moment. Les visites peuvent être remplacées par l'envoi d'un colis. Les mineures peuvent écrire une fois par mois, à un seul membre de leur famille. À partir des années 1950, les filles placées peuvent écrire une deuxième fois si elles se comportent bien et qu'elles peuvent payer elles-mêmes le timbre-poste. L'institution ne décourage pas les contacts entre les filles et leurs parents, au contraire. Elle participe même de temps à autre aux frais de transport pour les parents qui ne parviennent pas à s'offrir un billet de train. Pourtant, la suppression des visites et de la correspondance avec la famille est la mesure disciplinaire la plus souvent mobilisée : elle est la première à être mise en œuvre lorsqu'une mineure se conduit mal. Officiellement, jusqu'en 1957, cette mesure ne comporte aucune limitation dans le temps. Durant les années 1920 et 1930, l'interdiction est le plus souvent fixée à trois mois, facilement renouvelable. Dans les années 1940 et 1950, la durée moyenne de l'interdiction passe à six

semaines. Toutefois, dans des cas extrêmes, elle peut encore durer près d'une année. En 1957, l'administration estime que les liens entre les parents et leurs enfants sont trop importants pour que ceux-ci puissent être altérés : cette mesure disciplinaire est interdite et les pratiques démontrent que la règle est respectée.

Isolement et privation de nourriture

Si le règlement de 1927 permettait la suppression totale de nourriture pour les filles placées en isolement, la direction décide d'elle-même de tempérer cette possibilité après quelques années. Toutefois, les archives laissent entendre que la mesure est utilisée de temps à autre, notamment dans les cas de révoltes individuelles, au moins jusqu'en 1945.

Valérie se porte bien, bien qu'elle est un peu maigre évidemment, depuis son arrivée à l'établissement d'éducation elle se fait punir continuellement et toujours pour le même motif : amitiés particulières⁵⁶.

La mise en isolement est fréquemment utilisée sur toute la période. En 1925, les filles sont isolées au « cachot », dans une partie vétuste de l'ancien bâtiment pénitentiaire⁵⁷. En 1927, deux chambres bleues sont aménagées pour isoler les « excitées »⁵⁸. En 1936, l'établissement fait construire deux cellules complètement insonorisées⁵⁹. Dans les années 1940, les archives confirment qu'une « chambre noire » est utilisée pour isoler les filles⁶⁰. En 1956, un parlementaire visite l'institution de Bruges. Il signale qu'il y a visité un vieux cachot, sorte de « basse fosse [...] sans air ni lumière », le personnel lui confirmant qu'il était toujours utilisé⁶¹. En 1950, l'institution compte neuf cachots, quatre cellules d'isolement et deux cellules de sûreté⁶². De 1953 à 1963, toutes les chambrettes personnelles sont sécurisées et insonorisées : chacune d'entre elles devient donc une cellule de sûreté⁶³. Cet accroissement des possibilités matérielles de mise en isolement témoigne de l'importance donnée à cette mesure. Le fait que les chambrettes se transforment en cellules n'est pas anodin : il n'est pas nécessaire de faire un rapport spécial sur une mineure envoyée dans sa chambre, ni même de le signaler au dossier, à l'inverse de la mise en isolement qui peu à peu, est plus surveillée et réglementée.

La mise en isolement peut être prononcée pour des raisons diverses. Ce n'est qu'à partir de 1960 que la décision ne peut plus être prise que par le directeur. Les pratiques montrent que l'isolement est souvent mobilisé : il n'est pas seulement imposé dans les situations les plus graves.

⁵⁶ AEB, RK/ROGB, n°834, 32 : Valérie M., Lettre de VdV au juge des enfants de Charleroi Denys, 24 octobre 1929.

⁵⁷ AEB, RK/ROGB, n°710, 40 : Marie V., entrée à Bruges en 1923.

⁵⁸ AEB, RK/ROGB, n°170, Lettre de VdV au MJ, 15 février 1927.

⁵⁹ AEB, RK/ROGB, n°33, Lettre de VdV au MJ, 11 décembre 1936.

⁶⁰ AEB, RK/ROGB, n°62, Rapport du Van Zeir à la directrice de l'administration S. Huynen ; n°805, 1272 : Paula M., entrée en 1945 et 1948 ; n°854, 276 : Solange M., entrée en 1945.

⁶¹ *Annales parlementaires. Chambre des représentants*, séance du 23 mars 1956, p. 5.

⁶² AEB, RK/ROGB, n°63, Questionnaire envoyé par l'administration sur la capacité de l'établissement, 07 février 1950.

⁶³ AEB, RK/ROGB, n°61, Liste des travaux effectués, 1953-1963.

Il n'est pas facile de mesurer le temps de mise en isolement. Celui-ci est très variable et dépend à la fois du fait commis à l'origine de la mesure et du comportement de la mineure une fois qu'elle est mise en cellule. Il semble qu'avant 1945, l'isolement soit le plus souvent prononcé pour quinze jours. À partir de 1945, une semaine semble être la norme. À partir de 1948-1949, elle n'est plus que de trois jours. En 1953, ces trois jours deviennent un jour et demi. Mais ce panorama ne correspond pas nécessairement à la réalité. Pour certaines filles difficiles, la mise en isolement se répète, encore et encore, et peut toujours atteindre les 15 jours même à la fin des années 1950.

À ce moment, l'isolement commence à avoir mauvaise presse et il devient évident pour certains que son utilisation extensive est à l'origine de plusieurs révoltes individuelles et de rébellions. L'administration demande à l'institution de réduire l'usage de cette mesure. Elle est toutefois encore régulièrement utilisée jusqu'à dans les années 1970, même si son usage est quelque peu différent. En 1968, Lizette est mise en isolement après avoir refusé de monter dans sa chambre et avoir provoqué le directeur. Une fois isolée, elle signale qu'elle a des pierres dans sa poche pour frapper. Après une heure, le psychiatre l'immobilise et une éducatrice lui fait une injection de calmants⁶⁴. L'isolement est donc toujours utilisé pour contraindre celles qui refusent de respecter les règles. Mais les techniques médicales permettent désormais d'étouffer les troubles disciplinaires et donc de raccourcir la durée de l'isolement. Elles remplacent et complètent d'autres techniques plus anciennes, notamment celles héritées du monde asilaire.

De la « camisole de force » à la « camisole chimique » : l'appel aux techniques asilaires et médicales

L'usage de techniques héritées du monde asilaire est beaucoup moins réglementé que celui des techniques disciplinaires venant du monde pénitentiaire. Les archives sont d'ailleurs plus discrètes à leur propos. La camisole de force, les enveloppements humides (contention), la douche et les traitements médicamenteux complètent le dispositif disciplinaire. Le personnel y a recours lorsque les précédentes mesures ne sont pas efficaces.

Les premières traces relatives à l'usage de la camisole de force à Bruges datent de 1927. L'une d'elles est un témoignage indirect : Valérie aurait raconté ce qu'elle a subi à sa mère, lors de sa visite. La mère écrit alors au juge des enfants pour savoir ce qu'il en est.

Pour toute nourriture on lui donne du pain sec à l'eau, on lui endosse la « camisolle de force », et on va jusqu'à la lier pendant des heures à une planche [...] Devant de telles atrocités, qui sont un comble pour la justice belge, je vous demande de bien vouloir m'accorder une audience⁶⁵.

Le juge des enfants demande des comptes au directeur qui ne nie pas les faits mais les justifie par la nature particulière des filles de Bruges, pour la plupart des « cas psychiatriques ».

⁶⁴ AEB, RK/ROGB, n°960, 2575 : Lizette, 1968.

⁶⁵ AEB, RK/ROGB, n°834, 32 : Valérie M., Lettre de sa mère au juge des enfants de Charleroi Denys, renvoyée à VdV, 22 octobre 1929.

L'usage de la camisole de force est régulièrement confirmé jusque dans les années 1950, souvent combiné aux techniques de « contention ». Depuis 1925, l'institution copie les pratiques de l'institution psychiatrique pour femmes de Melle : les filles prennent une « douche » puis sont enveloppées dans un tissu semi-rigide (linoleum) avant d'être attachées à une planche avec une corde. Elles peuvent y rester immobilisées pendant 48h. En 1936, un grand établissement privé pour filles de justice envoie un infirmier en formation à Bruges pour y apprendre ces techniques⁶⁶. Des témoignages des filles révèlent qu'elles sont utilisées au moins jusqu'en 1948.

En 1949, l'administration demande un rapport complet sur l'usage de la camisole de force. Le rapport démontre qu'elle est assez bien utilisée : elle a été mise 18 fois entre décembre 1948 et mai 1949, dont 7 fois à la même fille. Le directeur estime qu'il n'a pas le choix :

Dans beaucoup de cas, la camisole est le seul moyen efficace dont nous disposions pour ramener les filles révoltées à la raison [...] Ce n'est certainement pas un 'moyen pédagogique' mais c'est le seul que nous ayons pour garder l'avantage en certaines circonstances⁶⁷.

La directrice de l'administration décide dès lors que l'usage de la camisole de force doit faire l'objet de rapports spéciaux. Elle conseille d'avoir recours au maximum au médecin en cas de crise⁶⁸. Peu à peu la « camisole chimique » remplace la camisole de force mais aussi les techniques de contention. La camisole de force n'est pas pour autant immédiatement reléguée au placard. À la fin de l'année 1950, elle est encore épisodiquement utilisée.

Il est difficile d'estimer à partir de quand l'institution a recours aux médications pour maîtriser les filles difficiles. L'institution a déjà recours aux injections calmantes, exceptionnellement, en 1927. Ce sont alors des injections de morphine. Ces pratiques, certes marginales, ont toujours lieu dans les années 1930 et 1940. Au début des années 1950, la morphine est remplacée par la scopolamine et par les narcotiques. Ces changements sont plus que probablement dus à l'introduction d'un psychiatre à Bruges en 1953. Les neuroleptiques et les somnifères font leur apparition dans les pratiques brugeoises en 1955. Quelques rares dossiers font état de l'usage quotidien de barbituriques.

Une nouvelle politique de gestion des difficiles se dessine qui entend prévenir la répétition d'épisodes de violence en mettant les filles sous traitement chronique, soit de barbituriques, soit de neuroleptiques. Cette nouvelle politique n'en est toutefois qu'à ses balbutiements. Les spécialistes du traitement (médical, psychiatrique) des mineurs placés en institution reconnaissent eux-mêmes que beaucoup de progrès sont à faire :

Nous connaissons bien les effets du Largactil, du Serpasil, du Méprobamate, etc., chez les grands agités, et les transformations du climat des asiles d'aliénés depuis qu'on utilise de tels produits. Si nous ignorons encore leurs effets et leurs indications précises dans le traitement des jeunes délinquants, certains espoirs, des essais et des recherches me semblent amplement justifiés [...] nous attendons

⁶⁶ AEB, RK/ROGB, n°839, 100 : Marie-Thérèse L., Lettre de la directrice de l'Institut Sainte-Marguerite de Cortone Mère Ignace à VdV, 05 juin 1936.

⁶⁷ AEB, RK/ROGB, n°25, Rapport du directeur Van Zeir au MJ, 30 mai 1949.

⁶⁸ AEB, RK/ROGB, n°62, Instruction de la directrice de l'administration S. Huynen, 27 août 1949.

beaucoup des progrès de la biochimie. Mais il faut, par des recherches prudentes et rigoureuses, mesurer encore leurs effets et préciser leurs indications dans le traitement des jeunes inadaptés⁶⁹.

Malgré la méfiance de certains médecins, notamment dans les établissements pour garçons, l'administration fait la promotion de la psychiatrie biologique et encourage les éducateurs à faire confiance au psychiatre et à ses méthodes.

Le recours à la violence

Les différents types de documents relatifs à l'usage de méthodes disciplinaires laissent entendre que l'Office de la Protection de l'enfance émet une réglementation pour mettre fin à certaines pratiques lorsqu'il lui est revenu que celles-ci étaient d'application. Les rappels à l'ordre faits par l'administration à l'égard de certains faits de violence pourraient donc signifier que les établissements y ont parfois recours.

Entre 1930 et 1950, l'administration émet de nombreux rappels à l'ordre pour mettre fin aux châtiments corporels et pratiques humiliantes qui auraient la vie dure. Ils sont de plus en plus réguliers après la Seconde Guerre mondiale, notamment après le scandale de Saint-Hubert qui révèle que les garçons les plus âgés y sont invités à « punir » les plus jeunes en les maltraitant⁷⁰.

En 1948, une inspection révèle que l'établissement de Bruges a régulièrement recours à la « peine du robinet » : en cas d'indiscipline, la tête des filles serait maintenue sous un jet d'eau continu. L'administration demande à la direction de cesser cette pratique qui ne serait pas « en accord avec la dignité humaine ». Le directeur refuse, non sans une certaine dose de cynisme : pour lui, ce n'est pas une punition mais bien un moyen hydrothérapique. Il aurait d'ailleurs fait installer un chauffe-eau pour l'appliquer avec plus d'humanité⁷¹.

Ces diverses tentatives de l'administration pour mettre fin à des pratiques qu'elle réproouve montrent qu'elle ne peut pas tout surveiller et tout gérer, dans les établissements qui dépendent de son autorité.

Une réponse hors du champ de la Protection de l'enfance : la prison et l'asile

Même s'il ne s'agit pas de « mesures disciplinaires », il est utile de signaler que l'établissement peut avoir recours à des instances qui ne dépendent plus de la Protection de l'enfance. À partir des dossiers personnels, nous avons repéré deux de ces « portes de sortie » : le renvoi vers les juridictions pour adultes et la collocation en établissement psychiatrique.

Les seules à être envoyées directement de l'institution de Bruges à la prison sont les quatre filles qui participent à la rébellion dont le récit se trouve en introduction de cet article, de même qu'une autre mineure qui met le feu à son matelas, en 1959⁷².

⁶⁹ AEB, RK/ROGB, n°72, PV d'une réunion des psychiatres organisée par l'administration, 21 novembre 1958, pp. 18-19. Discours du médecin-inspecteur Schuermans.

⁷⁰ Dupont-Bouchat (2012).

⁷¹ AEB, RK/ROGB, n°62, Correspondance entre l'administration et la direction, janvier 1949.

⁷² AEB, RK/ROGB, n°909, 2136 : Marie-Thérèse S., entrée à Bruges en 1958.

La collocation, soit le placement d'office en institution psychiatrique, est un peu plus souvent mobilisée, avec 13 cas entre 1925 et 1963. Exceptionnellement, face à certaines mineures « intraitables » refusant de se soumettre – malgré l'impressionnant appareil disciplinaire –, la direction et le médecin de l'établissement s'allient pour prononcer leur placement d'office en asile d'aliénés. Ces mineures sont alors soustraites à l'autorité du juge des enfants (sans que l'avis du juge soit requis) et envoyées en institution psychiatrique pour une période indéterminée, pouvant dépasser la majorité. *Via* cette procédure de collocation, l'établissement de Bruges se débarrasse de jeunes filles qui ne peuvent qu'effrayer chez lui, si elles restent dans le champ de la Protection de l'enfance⁷³. Il nous faut insister sur les liens qui existent entre les mesures disciplinaires et la collocation, celle-ci intervenant lorsque les premières ont échoué.

CONCLUSIONS

Les actes d'indiscipline des filles ne peuvent pas tous être compris comme des tentatives de résistance. Il suffit à certaines mineures d'être elles-mêmes, d'exprimer leur ressenti, leur souhait de liberté, leurs désirs, leur bonne ou mauvaise humeur pour que l'institution les considère comme des indisciplinées. Ces comportements quotidiens, souvent anodins, donnent lieu à des réactions disciplinaires de plus en plus sévères. Après la suppression des contacts avec la famille et l'envoi en isolement, l'établissement peut avoir recours à la camisole de force, aux douches froides, aux coups, à des « techniques asilaires » pour contraindre, définitivement. Ces techniques dérivent parfois vers la maltraitance. De là découlent les tentatives de résistance, la révolte, la violence, la rébellion. De ce point de vue, la présence et l'impact de la violence individuelle ne peuvent être négligés dans l'étude des pratiques institutionnelles. Toutefois, il apparaît évident que cette violence individuelle est surtout le résultat d'une violence institutionnelle dirigée *a priori* contre les filles « indisciplinées ». Un comportement difficile et très indiscipliné répondrait donc avant tout à une première réponse disciplinaire inappropriée.

Bon nombre de mineures qui arrivent à Bruges ont été rejetées d'une précédente institution d'enfermement en raison de leur comportement difficile. L'organisation du réseau des Établissements d'Éducation de l'État repose en effet sur l'exclusion des jeunes qui refusent de s'adapter au régime de rééducation dit « optimiste ». Depuis la fin du XIX^e siècle, le réseau public belge dispose d'établissements disciplinaires pour filles ou garçons difficiles. Ce modèle persiste jusqu'au XX^e siècle, se confirme, s'élargit et s'adapte.

L'examen des discours et des pratiques suggère en effet que chaque établissement procède à l'exclusion des mineurs difficiles. Cette exclusion s'organise en deux temps. Elle a d'abord lieu en externe, suivant les principes défendus par la Défense sociale, *via* le rejet dans une institution spécialisée dite « disciplinaire ». Elle a ensuite lieu en interne, dans les établissements – disciplinaires ou non – *via* les mesures d'isolement et les sections réservées aux plus difficiles.

⁷³ La spécificité des collocations depuis l'institution de Bruges a déjà fait l'objet d'une publication, cf. Massin (2011a).

Dans l'entre-deux-guerres, ces institutions « disciplinaires » deviennent elles aussi des institutions de rééducation. Même si chacun reconnaît qu'un régime plus strict y est d'application. Les praticiens parlent désormais de jeunes « indisciplinés » plus que d'« inéducables » ou d'« incorrigibles ». Cette évolution s'inscrit dans le cadre des nouvelles orientations prises par le discours étiologique. Alors que la psychiatrie confirme l'existence de cas désespérés, notamment à travers la figure du *pervers*, la psychanalyse et la psychologie permettent d'ouvrir de nouveaux champs de rééducation pour des mineurs qui étaient jusque-là considérés comme « inéducables ». Les discours tenus par les directeurs des établissements pour difficiles révèlent cependant qu'ils considèrent toujours les mineurs dont ils ont la charge comme des cas désespérés.

Après 1945, les établissements disciplinaires gardent comme mission principale l'exclusion des difficiles. Leur objectif est toujours de les empêcher de nuire à la rééducation des autres. Alors que Bruges et Mol sont toujours actifs en 1965, ils ont été rejoints, depuis quelques années, par d'autres quartiers « disciplinaires », appelés sections spéciales ou sections de détente. L'analyse des sources montre cependant que ces établissements sont toujours essentiellement destinés à l'exclusion, voire à la « neutralisation ».

L'examen de la situation particulière de l'établissement de Bruges permet de confirmer et d'affiner cette analyse. Cette institution disciplinaire est le fruit des pratiques plus que d'une volonté politique. Elle résulte directement du comportement indiscipliné des filles et de l'incapacité de la direction de l'établissement à y mettre un terme, autrement que par l'usage de mesures disciplinaires qui sont pourtant de plus en plus sévères. Le réseau s'adapte donc de lui-même en fonction des obstacles et des besoins qu'il rencontre. L'institution se donne le droit d'appliquer une norme propre – avalisée par l'administration – qui dépasse toutes les limites en principe imposées par les règlements officiels et qui est élaborée (et révisée) au regard des pratiques vécues au sein de l'établissement. L'institution parvient à légitimer l'application d'un régime dur à l'égard de filles âgées de 16 à 21 ans en mettant en place un argumentaire genré, axé sur l'instinct sexuel problématique des filles, sur leurs troubles psychiatriques et sur leurs tendances homosexuelles. Les mineures sont « pathologisées » tandis que le régime qui leur est appliqué est « psychiatrisé », notamment *via* l'adoption de mesures héritées du monde asilaire. Les filles de Bruges ne sont jamais qualifiées d'aliénées mais y sont toutefois assimilées. Ce recours à des solutions qui laissent entendre que les filles difficiles sont soignées, plus que punies ou maltraitées, se confirme tout au long de la période. Au cours des années 1950, l'administration de la Protection de l'enfance est forcée de reconnaître, suite à la médiatisation du scandale de Saint-Hubert, que le régime de ses établissements a donné lieu à des dérives. Jusque-là, elle a toujours fermé les yeux. Elle lance alors une nouvelle réflexion sur la sanction. Elle ne choisit pas d'y mettre un terme mais bien de redéfinir celle-ci. Désormais, la punition est appelée « traitement » et les élèves peuvent même être assimilés à des « patients »⁷⁴. Le psychiatre est devenu indispensable à la gestion des cas difficiles, en partie grâce aux médicaments qui permettent d'éteindre et de prévenir la révolte. À Bruges, le régime de contrainte n'est pas aboli. Il s'élargit toutefois par le biais d'une meilleure répartition des activités

⁷⁴ Cette reconversion de la punition en traitement ne serait pas une spécificité belge, cf. Myers (2006, p. 237).

de rééducation, de formation et de loisirs. Toute l'organisation institutionnelle tend à éviter que les filles s'expriment par l'indiscipline.

La dynamique existant entre les comportements indisciplinés et le régime disciplinaire au sein de l'institution d'enfermement s'est précisée. L'institution adapte ses réactions et « sa » réglementation en fonction des pratiques et de leur évolution. Ce qui explique qu'à certains égards, le régime paraisse de plus en plus contraignant : les filles ne cessent jamais de s'y opposer. La plupart des révoltes individuelles, présentes sur toute la période, semblent être le résultat d'une escalade disciplinaire mal maîtrisée : une action disciplinaire vécue comme « injuste » donnera lieu à une sur-réaction de la part des jeunes filles⁷⁵. Les rébellions ont dans ce schéma une place un peu différente. Elles surgissent à une période bien déterminée et cette période est limitée dans le temps. Suivant certains courants de sociologie carcérale, les rébellions s'intégreraient au fonctionnement normal, cyclique de la prison⁷⁶. À leur propos, deux écoles s'opposent qui expliquent leur apparition soit par un excès d'autorité sur les détenus, soit par un manque de management au niveau de la direction et du personnel⁷⁷. Le contexte disciplinaire de l'établissement de Bruges peut effectivement laisser entendre que les filles réagissent à une « oppression » disciplinaire beaucoup trop forte au regard des causes de placement et des actes d'indiscipline commis au sein de l'institution. Mais ces rébellions apparaissent aussi à un moment où l'administration et l'institution sont dans une position précaire et particulièrement instable : l'administration est poussée dans ses derniers retranchements suite au scandale des violences à enfants dans l'institution de Saint-Hubert ; le personnel religieux de l'établissement s'en va pour être remplacé par des jeunes formées mais inexpérimentées tandis que la direction elle-même est remplacée. Nous pensons donc que les rébellions, dans ce contexte, sont le résultat de facteurs combinés, mêlant excès de discipline et défaut d'autorité.

Ajoutons qu'il semble que les relations homosexuelles doivent recevoir, dans cette analyse, une attention particulière. Celles-ci ne semblent jamais disparaître de l'institution de Bruges, notamment parce que l'établissement et son personnel ne cessent jamais de les réprimer. Les relations homosexuelles sont une preuve, pour l'institution, de la déviance des filles qu'elle accueille. Elles justifient donc le recours à des mesures disciplinaires lourdes et à des techniques asilaires, censées mettre fin à un érotisme outrancier. Pour les filles, ces relations homosexuelles sont autant l'occasion de trouver un peu de réconfort et d'affection que de faire un pied de nez aux règles morales qui leur sont imposées. La répression des comportements homosexuels donne lieu à une exacerbation des comportements indisciplinés. Cette situation peut être source de révolte. Certaines recherches s'attachant à une population similaire dans d'autres espaces géographiques laissent entendre que les relations homosexuelles ne font pas nécessairement l'objet de toutes les attentions, dans les établissements d'enfermement pour filles⁷⁸. Pamela Cox suggère que l'intérêt porté au lesbianisme est peut-être plus marqué dans les établissements sévères qui accueillent les filles les plus âgées, à l'instar de Bruges. Tamara Myers et Joan Sangster émettent l'hypothèse que les relations homosexuelles sont plus fréquentes

⁷⁵ Chauvenet (2006, p. 386).

⁷⁶ Chauvenet (2006, p. 383).

⁷⁷ Useem, Reising (1999).

⁷⁸ Cox (2003, p. 97) ; Myers, Sangster (2001, p. 677) ; Blanchard, Révenin (2011, §48).

dans les années 1950, peut-être simplement parce qu'elles sont plus visibles dans les sources d'archives conservées. Mais elles constatent aussi un durcissement, pour cette même période, des conditions d'enfermement. Il pourrait donc y avoir un lien réel, dans les établissements pour filles, entre la sévérité du régime disciplinaire et la répression de l'homosexualité.

Enfin, cette étude met au jour le gouffre existant entre les objectifs de la Protection de l'enfance en Belgique et ses résultats. Même si l'institution disciplinaire de Bruges n'est pas représentative de l'ensemble du réseau de prise en charge sociale et institutionnelle en Belgique, elle en fait quand même bien partie. Toutes les filles qui se retrouvent devant un juge des enfants sont alors susceptibles d'être un jour placées à Bruges, en fonction de leur comportement et de leur réaction au système. Dans cette institution, les logiques de traitement et de rééducation sont inévitablement compromises par l'attention portée au respect des règles et par la nature du régime disciplinaire. Le manque de confiance des directions, des experts et du personnel dans la population qu'ils sont censés traiter et rééduquer finit d'anéantir les rares chances de réelle rééducation.

Au cœur de tous les systèmes disciplinaires, fonctionne un petit mécanisme pénal. Il bénéficie d'une sorte de privilège de justice, avec ses lois propres, ses délits spécifiés, ses formes particulières de sanction, ses instances de jugement⁷⁹.

La loi sur la Protection de l'enfance a fait sortir les mineurs du pénal, mais l'examen attentif des pratiques révèle que la dimension pénale resurgit. La réglementation active des mécanismes pénaux, au sein même d'un système judiciaire non pénalisé, permettant de mettre la dimension de rééducation à l'arrière-plan, si l'on s'interroge sur les objectifs de l'institutionnalisation. L'enfant est ici re-pénalisé autrement, *via* l'institution d'enfermement.

Veerle Massin
Université catholique de Louvain
Place de l'Université 1,
B - 1348 Louvain-La-Neuve
Veerle.Massin@uclouvain.be

BIBLIOGRAPHIE

Sources

Archives de l'État à Beveren. Archives de l'Asile-Clinique et de l'Établissement d'Éducation de l'État à Bruges (1922-1975) (=AEB, RK/ROGB), archives administratives (n°1-706), dossiers personnels (n°707-960).

Annales parlementaires, 1922-1965.

Recueil des circulaires, instructions et autres actes émanés du ministère de la Justice (=RCMJ), 1900-1970.

⁷⁹ Foucault (1975, p. 209).

Travaux

- Ancel, M., *La défense sociale nouvelle (Un mouvement de politique criminelle humaniste)*, 3^e éd., Paris, Éditions Cujas, 1980.
- Blanchard, V., Révenin, R., Justice des mineurs, travail social et sexualité juvénile dans le Paris des années 1950 : une prise en charge genrée, *Les Cahiers de Framespa. Nouveaux champs de l'histoire sociale* (en ligne), 2011, n° 7. URL [http://framespa.revues.org/697].
- Burt, C., *The Young Delinquent*, London, University of London Press Ltd, 1925.
- Chantraine, G., Prison, Désaffiliation, stigmates. L'engrenage de « l'inutile au monde » contemporain, *Déviance et Société*, 2003, 27, 4, pp. 363-387.
- Chantraine, G., La sociologie carcérale : approches et débats théoriques en France, *Déviance et Société*, 2000, 24, 3, pp. 297-318.
- Chauvenet, A., Privation de liberté et violence : le despotisme ordinaire en prison, *Déviance et Société*, 2006, 30, 3, pp. 373-388.
- Christiaens, J., *De geboorte van de jeugddelinquent (België, 1830-1930)*, Bruxelles, VUB Press, 1999.
- Christiaens, J., A history of Belgium's Child Protection Act of 1912. The redefinition of the juvenile offender and his punishment, *European Journal of Crime, Criminal Law and criminal Justice*, 1999, 7, 1, pp. 5-21.
- Cox, P., *Gender, Justice and Welfare. Bad Girls in Britain, 1900-1950*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003.
- De Koster, M., *Weerbaar, weerspannig of crimineel? Meisjes en jonge vrouwen tussen emancipatie en delinquentie tijdens de eerste helft van de twintigste eeuw*, Vrije Universiteit Brussel, 2003.
- De Koster, M., Tot maat van het recht. De vroege ontwikkeling van de wetenschap van het ontspoorde en criminele kind in het Centrale Observatiegesticht in Mol (1913-1941), in Bakker, N., Braster, S., Rietveld-Van Wingerden, M., Van Gorp, A., *Kinderen in gevaar. De Geschiedenis van pedagogische zorg voor risicojeugd: Jaarboek voor de geschiedenis van opvoeding en onderwijs 2007*, Assen, Van Gorcum, 2007, pp. 94-119.
- Dumortier, E., *De jeugdrechter in twijfel. Een onderzoek naar het ontstaan en de praktijk van de kinderrecht*, Vrije Universiteit Brussel, 2006.
- Dupont-Bouchat, M.-S., *De la prison à l'école: les pénitenciers pour enfants en Belgique au XIX^e siècle (1840-1914)*, Anciens Pays-Bas et Assemblées d'États, n°XCIX, Kortrijk, UGA, 1996.
- Dupont-Bouchat, M.-S., Le procès d'un système. La fermeture du pénitencier de Saint-Hubert (1954-1956), *Revue d'Histoire de l'Enfance irrégulière*, 2012, 13, pp. 61-79.
- Dupont-Bouchat M.-S., Pierre, É. (dir.), *Enfance et justice au XIX^e siècle. Essais d'histoire comparée de la protection de l'enfance (1820-1914), Belgique, France, Pays-Bas, Canada*, Paris, PUF, 2001.
- Faugeron, C., Chauvenet, A., Combessie, Ph. (dir.), *Approches de la prison*, Paris, De Boeck université, 1996.
- Fecteau, J.-M., Note sur les enjeux de la prise en charge de l'enfance délinquante et en danger au XIX^e siècle, *Lien social et Politiques*, 1998, 40, pp. 129-138.
- Fecteau J.-M. (et al.), Répression au quotidien et régulation punitive en longue durée, *Déviance et Société*, 2006, 3, pp. 339-353.
- Foucault, M., *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
- François, A., *Guerres et délinquance juvénile (1912-1950). Un demi-siècle de pratiques judiciaires et institutionnelles envers des mineurs en difficulté*, Bruxelles, La Chartel/Die Keure, 2011.
- Glueck, S., Glueck, E., *Five Hundred Criminal Careers*, New York, Knopf, 1930.

- Goffman E., *Asylums: Essays on the Social Situation of Mental Patients and Other Inmates*, New York, Anchor Books, 1961.
- Le Moal, Dr, Le vagabondage féminin. Causes psycho-physiologiques de la prostitution. Quelques thérapeutiques, *Rééducation*, mars-avril 1954, pp. 15-27.
- Lutz, P., Les mineurs très difficiles ou les limites de la notion d'éducation, CEDJ, *Nouvelles formes de traitement de la délinquance juvénile. Colloque, 19/XI/1960*, Bruxelles, 1961, pp. 13-29.
- Massin, V., Violence et anormalité. La déjudiciarisation des mineurs délinquantes au profit des institutions psychiatriques (Belgique, 1912-1965), in François, A., Massin, V., Niget, D. (dir.), *Violences juvéniles sous expertise(s), XIX^e-XXI^e siècles. Expertise and Juvenile Violence, 19th-21st Century*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2011a, pp. 81-106.
- Massin, V., *Protéger ou exclure? L'enfermement des filles perdues de la Protection de l'enfance à Bruges*, Université catholique de Louvain, 2011b.
- Massin, V., De la sœur-surveillante à l'éducatrice laïque. Un personnel voué aux filles de justice, *Cahiers d'histoire du Temps Présent*, Bruxelles, 2011c, 24, pp. 135-161.
- Michel, L., Établissement d'éducation de l'État pour élèves difficiles de Mol-Centre, *Revue de l'Éducation Surveillée*, Imprimerie administrative, janvier-février 1947, 6, pp. 84-86.
- Mortier, A. [attribué à], *Les établissements de l'État, Éducation, Observation*, ministère de la Justice [s.d., '60].
- Myers, T., Sangster, J., Retorts, Runaways and Riots: Patterns of Resistance in Canadian Reform Schools for Girls, 1930-1960, *Journal of Social History*, 2001, 34, pp. 669-697.
- Myers, T., *Caught. Montreal's Modern Girls and the Law, 1869-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 2006.
- Niget, D., *La naissance du tribunal pour enfants. Une comparaison France-Québec (1912-1945)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009.
- Niget, D., De l'hystérie à la révolte. L'observation médico-pédagogique des jeunes délinquantes en Belgique (1912-1965), *Champ pénal/ Penal Field, nouvelle revue internationale de criminologie* [En ligne], 2011, vol. VIII, mis en ligne le 11 juin 2011, URL [<http://champpenal.revues.org/8056>].
- Pinatel, J., Blanc, M., Bertrand P., L'inadaptation juvénile. Étude de cent rapports d'observation, *Revue internationale de criminologie et de police technique*, janvier- mars 1955, IX, pp. 3-20.
- Racine, A., *Les enfants traduits en justice. Étude d'après trois cents dossiers du tribunal pour enfants de l'arrondissement de Bruxelles*, Liège, Georges Thone Éditeur, 1935.
- Racine, A., Délinquance et rapport social, *Revue de Droit pénal et de criminologie*, 1936, 15^e année, pp. 565-575.
- Tulkens, F., *Généalogie de la défense sociale en Belgique (1880-1914)*, Bruxelles, E. Story-Scientia, 1988.
- Useem, B., Reisig, M.D., Collective action in prisons: protests, disturbances, and riots, *Criminology*, 1999, 37, 4, pp. 735-759.
- Van Zeir, J., Asile-clinique et Établissement d'Éducation de l'État de Bruges, *Revue de l'Éducation Surveillée*, Imprimerie administrative, janvier-février 1947, 6, pp. 73-78.
- Vervaeck, P., *Délinquance et criminalité de l'enfance. Rapport de médecine légale psychiatrique*, Paris, Masson et Cie Éditeurs, 1935.